

Publications périodiques

Comptes annuels

LIXXCREDIT

Société Anonyme au capital de 9 355 018,47 euros
Siège social : 12, place des Etats-Unis – CS 30002, 92548 Montrouge Cedex
652 022 567 RCS Nanterre

Comptes au 31 décembre 2017 approuvés par l'assemblée générale ordinaire du 15 mai 2018

I. — Bilan au 31 décembre 2017

Actif (en milliers d'euros)	Note	31/12/2017	31/12/2016
Caisse, banques centrales, ccp		0	0
Effets publics et valeurs assimilées		0	0
Créances sur les établissements de crédit	3	487 386	579 914
Opérations avec la clientèle	4	2 734	4 733
Obligations et autres titres à revenu fixe		0	0
Actions et autres titres à revenu variable		0	0
Participations et autres titres détenus à long terme	5	0	3
Parts dans les entreprises liées		3	0
Crédit-bail et location avec option d'achat		0	0
Location simple		0	0
Immobilisations incorporelles	6	2	2
Immobilisations corporelles		0	0
Capital souscrit non versé		0	0
Actions propres		0	0
Comptes de négociation et de règlement		0	0
Autres actifs	7	15	339
Comptes de régularisation	7	5	4
Total de l'actif		490 145	584 995

Passif (en milliers d'euros)	Note	31/12/2017	31/12/2016
Banques centrales, CCP		0	0
Dettes envers les établissements de crédit	8	462 427	556 747
Opérations avec la clientèle		0	0
Dettes présentées par un titre	9	0	0
Autres passifs	10	25	878
Comptes de régularisation	10	273	222
Comptes de négociation et de règlement		0	0
Provisions pour risques et charges	11	491	493
Dettes subordonnées		0	0
Fonds pour risques bancaires généraux		0	0
Capitaux propres	12	26 929	26 655
- capital souscrit		9 355	9 355
- primes de fusion, d'émission et d'apport		9 296	9 296
- réserves		936	936
- report à nouveau (+/-)		7 068	7 209
- résultat de l'exercice (+/-)		274	-141
Total du passif		490 145	584 995

Hors-bilan au 31 décembre 2017

Hors Bilan (en milliers d'euros)	31/12/2017	31/12/2016
1° Engagements donnés	29 115	29 115
<i>Engagements de financement</i>	<i>25 000</i>	<i>25 000</i>
Engagements en faveur d'établissements de crédit	25 000	25 000
Engagements en faveur de la clientèle	0	0
<i>Engagements de garantie</i>	<i>4 115</i>	<i>4 115</i>
Engagements d'ordre d'établissements de crédit	4 115	4 115
Engagements d'ordre de la clientèle	0	0
<i>Engagements sur titres</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Titres acquis avec faculté de rachat ou de reprise	0	0
Autres engagements donnés	0	0
<i>Engagements donnés sur instruments financiers à terme</i>	<i>0</i>	<i>0</i>
Engagements sur instruments de taux d'intérêt	0	0
Engagements sur instruments de change	0	0
2° Engagements reçus	0	0
<i>Engagements de financement</i>	<i>0</i>	<i>0</i>

Engagements reçus d'établissements de crédit	0	0
Engagements reçus clientèle	0	0
<i>Engagements de garantie</i>	0	0
Engagements reçus d'établissements de crédit	0	0
Engagements reçus clientèle	0	0
<i>Engagements sur titres</i>	0	0
Titres vendus avec faculté de rachat ou de reprise	0	0
Autres engagements reçus	0	0
<i>Engagements reçus sur instruments financiers à terme</i>	0	0
Engagements sur instruments de taux d'intérêt	0	0
Engagements sur instruments de change	0	0

II. — Compte de résultat au 31 décembre 2017

Compte de résultat (en milliers d'euros)	Note	31/12/2017	31/12/2016
+ Intérêts et produits assimilés	14	777	1 649
- Intérêts et charges assimilées	14	-27	-667
- Intérêts et Charges assimilées autres		0	0
+ Produits sur opérations de crédit-bail et assimilées		0	0
- Charges sur opérations de crédit-bail et assimilées		0	0
+ Produits sur opérations de location simple		0	0
- Charges sur opérations de location simple		0	0
+ Revenus des titres à revenu variable	15	0	0
+ Commissions (produits)	16	34	37
- Commissions (charges)	16	-5	-19
+/- Gains ou pertes sur opérations des portefeuilles de négociation		0	0
+/- Gains ou pertes sur opérations de placement et assimilés		0	0
+ Autres produits d'exploitation bancaire	17	0	0
- Autres charges d'exploitation bancaire	17	-1	0
Produit net bancaire		778	1 000
- Charges générales d'exploitation	18	-546	-1 158
- Dotations aux amort. et aux prov. sur immob. corporelles et incorporelles		0	0
Résultat brut d'exploitation		232	-158
+/- Coût du risque	19	63	17
Résultat d'exploitation		295	-141
+/- Gains ou pertes sur actifs immobilisés	20	0	0
Résultat courant avant impôt		295	-141
+/- Résultat exceptionnel		0	0
- Impôt sur les bénéfices		-21	0
+/- Dotations/reprises de FRBG et provisions réglementées		0	0
Résultat net		274	-141

III. — Affectation du résultat

L'Assemblée Générale Ordinaire, après avoir pris connaissance du rapport du Conseil d'Administration, décide d'affecter le résultat de l'exercice 2017 de 274 231,61 € intégralement en report à nouveau.

Le montant du report à nouveau, après affectation, s'élève à 7 342 843,67 €.

Rappel des dividendes distribués

Conformément à l'article 243 bis du Code général des impôts, nous vous rappelons qu'il n'a pas été distribué de dividendes au titre des trois précédents exercices

Cette résolution, mise aux voix, est adoptée à l'unanimité.

IV. — Annexes**Note 1 Cadre Juridique et financier et faits caractéristiques de l'exercice****1.1 Cadre juridique et financier**

La société LIXXCREDIT S.A. est une société anonyme agréée en qualité d'établissement financier, et soumise aux dispositions de la loi bancaire du 24 Janvier 1984 relative au contrôle, et à l'activité des établissements de crédit.

La société LIXXCREDIT S.A. a obtenu le statut de Société de Financement le 08 Janvier 2016.

La société LIXXCREDIT S.A. est détenue à 99,99 % par la société Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. et participe au périmètre de consolidation de Crédit Agricole S.A. et fait également partie de son périmètre d'intégration fiscale.

LIXXCREDIT S.A. a pour activité le crédit d'équipement aux entreprises et refinancement.

1.2 Evénements significatifs relatifs à l'exercice 2017

Il n'y a pas d'événement significatif chez LIXXCREDIT S.A. sur l'exercice 2017.

LIXXCREDIT S.A. ne joue plus son rôle de refinancement auprès des sociétés du palier.

En effet, LIXXCREDIT S.A. a désormais un rôle de régulateur, elle récupère les excédents de trésorerie des sociétés du palier et les reverse à CASA. Cependant, son rôle de refinancement est maintenu pour la société JDF à hauteur de 25 M€.

1.3 Evénements postérieurs à l'exercice 2017

Depuis le 31 décembre 2017, aucun événement significatif susceptible de remettre en cause la sincérité des comptes de l'exercice 2017 n'est à signaler.

Note 2 Principes et méthodes comptables

Les états financiers de LIXXCREDIT S.A. sont établis dans le respect des principes comptables applicables aux établissements bancaires et conformément aux règles définies par Crédit Agricole S.A.

La présentation des états financiers de LIXXCREDIT S.A. est conforme aux dispositions du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 qui, à partir des exercices ouverts au 1er janvier 2015, regroupe à droit constant dans un règlement unique l'ensemble des normes comptables applicables aux établissements de crédit.

Le règlement de l'ANC n° 2015-06 modifie la comptabilisation au bilan du mali technique de fusion ainsi que son suivi dans les comptes sociaux. Le mali ne doit plus être comptabilisé globalement et systématiquement au poste « Fonds commercial » ; Il doit être comptabilisé au bilan selon les rubriques d'actifs auxquelles il est affecté en « Autres immobilisations corporelles, incorporelles, financières... ».

Le mali est amorti, déprécié, sorti du bilan selon les mêmes modalités que l'actif sous-jacent.

2.1 Créances clients et comptes rattachés

Les créances sur les établissements de crédit, les entités du groupe Crédit Agricole et la clientèle sont régies par les articles 2211-1 et 2251-13 13 (Titre 2 Traitement comptable du risque de crédit du Livre II Opérations particulières) du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014.

Elles sont ventilées selon leur durée initiale ou la nature des concours :

- les créances à vue et à terme pour les établissements de crédit ;
- les comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- les créances commerciales, autres concours et comptes ordinaires pour la clientèle.

Les créances sont inscrites au bilan à leur valeur nominale.

L'application du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 a conduit LIXXCREDIT S.A. à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles suivantes. L'utilisation des systèmes de notation externes et/ou internes contribue à permettre d'apprécier l'existence d'un risque de crédit.

Le classement pour une contrepartie donnée des encours en encours déclassés entraîne par « contagion » un classement identique de la totalité de l'encours et des engagements relatifs à cette contrepartie, nonobstant l'existence de garantie ou caution.

La mise en place du règlement ANC 2014-07 du 26 novembre 2014 relatif au traitement comptable du risque de crédit a conduit LIXXCREDIT S.A. à comptabiliser les créances présentant un risque d'impayé conformément aux règles suivantes :

2.1.1 Créances restructurées

Ce sont des créances détenues auprès de contreparties présentant des difficultés financières telles que l'établissement de crédit est amené à modifier les caractéristiques initiales (durée, taux, etc.), afin de permettre aux contreparties d'honorer le paiement des échéances.

Par conséquent, sont exclues des créances restructurées :

- les créances dont les caractéristiques ont été renégociées commercialement avec des contreparties ne présentant pas des problèmes d'insolvabilité ;
- les créances dont le tableau d'amortissement théorique est modifié du fait de l'application d'une option ou clause contractuelle prévue initialement au contrat.

Par rapport à l'encours de crédits comptabilisé au bilan de LIXXCREDIT S.A., le montant des crédits restructurés n'étant pas significatif, aucune décote n'a été comptabilisée lors de l'enregistrement de tels prêts.

2.1.2 Créances douteuses

Ce sont les créances de toute nature, même assorties de garanties, présentant un risque de crédit avéré correspondant à l'une des situations suivantes :

- il existe un ou plusieurs impayés depuis trois mois au moins pour les entreprises du secteur privé, de plus de six mois pour les entreprises du secteur immobilier et de plus de neuf mois pour les administrations et les collectivités locales.
- la situation d'une contrepartie présente des caractéristiques telles qu'indépendamment de l'existence de tout impayé on peut conclure à l'existence d'un risque avéré. Il en est ainsi notamment lorsque l'établissement a connaissance de la situation financière dégradée de sa contrepartie, se traduisant par un risque de non recouvrement (existence de procédures d'alerte, par exemple).
- il existe des procédures contentieuses (surendettement, redressement judiciaire, liquidation judiciaire) entre l'établissement et sa contrepartie.

Parmi les encours douteux, LIXXCREDIT S.A. distingue les encours douteux compromis des encours douteux non compromis.

- Créances douteuses compromises :

Ce sont les créances douteuses dont les perspectives de recouvrement sont fortement dégradées et pour lesquelles un passage en perte à terme est envisagé. Les intérêts contractuels ne sont plus comptabilisés après le transfert en encours douteux compromis.

- Créances douteuses non compromises :

Les créances douteuses non compromises sont les créances douteuses qui ne répondent pas à la définition des créances douteuses compromises.

2.1.3 Dépréciations au titre du risque de crédit avéré

Dès lors qu'un encours est douteux, la perte probable est prise en compte par LIXXCREDIT S.A. par voie de dépréciation figurant en déduction de l'actif du bilan. Ces dépréciations correspondent à la différence entre la valeur comptable de la créance et les flux futurs estimés actualisés au taux du contrat, en prenant en considération la situation financière de la contrepartie, ses perspectives économiques ainsi que les garanties éventuelles sous déduction de leurs coûts de réalisation.

La dépréciation des impayés HT est calculée après imputation des avoirs (HT) et du solde du compte courant, et de la contre-garantie, le cas échéant. Le taux de provisionnement appliqué est fonction de la nature de l'impayé et selon des règles fixées par le département du contrôle des risques.

Le taux de dépréciation appliqué est fonction de la nature de l'impayé et selon les règles fixées par le département du contrôle des risques.

La dépréciation calculée sur une créance douteuse est enregistrée en coût du risque. Les dotations et reprises de dépréciation pour risque de non recouvrement sont inscrites en coût du risque, l'augmentation de la valeur comptable liée à la reprise de dépréciation étant inscrite dans la marge d'intérêt.

2.2 Dettes envers les établissements de crédit et la clientèle

Les dettes envers les établissements de crédit, les entités du Crédit Agricole et la clientèle sont présentées dans les états financiers selon leur durée initiale ou la nature de ces dettes :

- dettes à vue ou à terme pour les établissements de crédit ;
- comptes ordinaires, comptes et avances à terme pour les opérations internes au Crédit Agricole ;
- comptes d'épargne à régime spécial et autres dettes pour la clientèle (celle-ci inclut notamment la clientèle financière).

Les intérêts courus sur ces dettes sont enregistrés en compte de dettes rattachées en contrepartie du compte de résultat.

2.3 Provisions

LIXXCREDIT S.A. applique le règlement ANC 2014-03 du 05 juin 2014 sur les passifs concernant la comptabilisation et l'évaluation des provisions entrant dans le champ d'application de ce règlement.

Ces provisions comprennent notamment les provisions relatives aux engagements par signature, aux litiges et aux risques et charges divers.

2.4 Engagements hors-bilan

Le hors-bilan retrace notamment les engagements de financement pour la partie non utilisée et les engagements de garantie donnés et reçus.

Note 3 Créances sur les établissements de crédit analyse par durées résiduelles

Rubriques (en milliers d'euros)	Durées résiduelles				Total en principal	Créances rattachées	Total 31/12/2017	Total 31/12/2016
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans				
Etablissements de crédit	1 102	0	0	0	1 102	0	1 102	2 150
Comptes ordinaires :								
- à vue	2	0	0	0	2	0	2	1 250
Comptes et prêts :								
- à vue	1 100	0	0	0	1 100	0	1 100	900
Opérations externes	14 000	43 500	90 500	2 000	150 000	147	150 147	150 702
Comptes et prêts :								
- à terme	14 000	43 500	90 500	2 000	150 000	147	150 147	150 702
Opérations internes	259 000	52 000	0	25 000	336 000	137	336 137	427 062
Comptes ordinaires :								
- à vue	0	0	0	0	0	0	0	0
Prêts Intra-groupes								
- à terme	259 000	52 000	0	25 000	336 000	137	336 137	427 062
Total des créances ets crédit	274 102	95 500	90 500	27 000	487 102	284	487 386	579 914

Note 4 Opérations avec la clientèle analyse par durées résiduelles

- Encours de crédit brut ventilé par durées résiduelles

(en milliers d'euros) Rubriques	Durées résiduelles				Total en principal	Créances rattachées	Total 31/12/2017	Total 31/12/2016	Total 31/12/2011
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	> 1 an < 5 ans	> 5 ans					
Créances saines	0	1 983	688	0	2 671	0	2 671	4 662	16 720
Créances douteuses compromises (Nettes de prov)	63	0	0	0	63	0	63	71	66
Opérations avec la clientèle	63	1 983	688	0	2 734	0	2 734	4 733	18 151

Les encours douteux compromis correspondent aux encours contentieux qui regroupent les dossiers dont la déchéance du terme a été prononcée.

En application du règlement ANC 2014- 07 du 26 novembre 2014, nous vous présentons ci-dessous les encours de crédit brut ventilé (source financière) par agents économiques.

- Encours de crédit brut ventilé par agents économiques

Rubriques (en milliers d'euros)	2017	2016
Sociétés ou entreprises non financières	2 734	4 733
Total encours financier	2 734	4 733

Note 5 Participations et autres titres détenus à long terme

Nom	Siège	% de capital détenu	Valeur nette comptable des titres (en K€)	Capital social
BPIFRANCE FINANCEMENT (ex.OSEO)	27-31, avenue du Général Leclerc 94710 Maisons-Alfort Cedex	N/S	3	840 M€
Total		-	3	-

Note 6 Variation de l'actif immobilisé

Immobilisations propres:

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2016	Augmentation	Diminution	31/12/2017
Immobilisations incorporelles	2 239	0	0	2 239
-Amortissements	2 237	0	0	2 237
= Valeur nette	2	0	0	2

Note 7 Autres actifs et comptes de régularisation

7.1 Autres actifs

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant 31/12/2017	Montant 31/12/2016
Dépôts de garantie versés	15	27
Autres débiteurs divers	0	8
Solde d'acomptes d'IS versés	0	304
Total	15	339

7.2 Comptes de régularisation – Actif

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant 31/12/2017	Montant 31/12/2016
Produits à recevoir	4	4
Virements reçus en attente d'affectation	1	0
Total	5	4

Note 8 Dettes envers les établissements de crédit analyse par durées résiduelles

(en milliers d'euros)	Durées résiduelles				Total en principal	Dettes rattachées	Total 31/12/2017	Total 31/12/2016
	< 3 mois	> 3 mois < 1 an	>1 an < 5 ans	> 5 ans				
Etablissements de crédit	162	22 000	90 000	0	112 162	112	112 274	352 108
Comptes et emprunts :								
- à terme	0	22 000	90 000	0	112 000	112	112 112	352 108
Comptes ordinaires :								
- à vue	162	0	0	0	162	0	162	0
Opérations externes	13	0	0	0	13	0	13	13
Comptes ordinaires :								
- à vue	13	0	0	0	13	0	13	13
Comptes et emprunts :								
- à vue	0	0	0	0	0	0	0	0
- à terme	0	0	0	0	0	0	0	0
Opérations internes	251 000	71 000	3 110	25 000	350 110	30	350 140	204 626
Comptes et emprunts Intra-groupe :								
- à vue	0	0	0	0	0	0	0	0
- à terme	251 000	71 000	3 110	25 000	350 110	30	350 140	204 626
Total des dettes ets crédit	251 175	93 000	93 110	25 000	462 285	141	462 427	556 747

Note 9 Autres passifs et comptes de régularisation

9.1 Autres passifs

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant 31/12/2017	Montant 31/12/2016
---------------------------------	-----------------------	-----------------------

Dettes sur l'Etat : TVA	1	1
Dettes sur l'Etat : IS à payer	21	0
Fournisseurs & comptes rattachés	2	877
Total	25	879

9.2 Comptes de régularisation – Passif

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant 31/12/2017	Montant 31/12/2016
Autres charges à payer	273	217
Autres comptes d'attente	0	4
Total	273	222

Note 10 Provisions

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2016	Dotation	Reprise	31/12/2017
Engagements de signature douteux	491	0	0	491
Risques opérationnels	2	0	-2	0
Total	493	0	-2	491

Note 11 Variation des capitaux propres**- Capital souscrit**

Le montant du capital souscrit est de 9 355 018,47 euros. Il se décompose en 43 832 titres d'une valeur nominale de 213,4 euros.

Le capital ne comporte que des titres nominatifs, avec égalité du droit de vote par titre.

Il n'existe ni catégorie particulière, ni obligations convertibles ou titres similaires.

Le capital souscrit est entièrement libéré.

Au 31/12/2017, l'actionnariat se répartit ainsi :

Répartition du Capital	Nombre de titres	% du capital
Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A.	43 827	99,99%
Personnes physiques & morales autres	5	0,01%
Total	43 832	100%

- Variation des Capitaux propres

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant au 31/12/2016	Affectation du résultat de 2016	Résultat 2017	Montant au 31/12/2017
Capital	9 355	0	0	9 355
Réserves	936	0	0	936
Prime d'émission	9 295	0	0	9 295
Prime d'apport	1	0	0	1
Report à nouveau	7 209	-141	0	7 068
Résultat de l'exercice	-141	141	274	274
Total	26 655	0	274	26 929

- Résultat dilué par action

Résultat des opérations réduit à une seule action	2017	2016
Nombre d'actions émises	43 832	43 832
Bénéfice après impôts et charges calculées (amortissements et provisions)	274 232 €	-141 008 €
Bénéfice après impôt, amortissements & provisions (résultat dilué par action)	6,26 €	-

Note 12 Hors-bilan

Engagements (en milliers d'euros)	Montant 31/12/2017	Montant 31/12/2016
Engagements de financement donnés	25 000	25 000
<i>aux filiales / accords de refinancement</i>	<i>25 000</i>	<i>25 000</i>
Engagements en faveur d'établissements de crédit	25 000	25 000
Engagements de garantie donnés	4 115	4 115
<i>Engagements de caution d'ordre d'établissements de crédit</i>	<i>4 115</i>	<i>4 115</i>
Solde engagements hors bilan	29 115	29 115
Engagements donnés	29 115	29 115
Engagements reçus	0	0

LIXXCREDIT S.A. n'a pas de créances apportées en garantie dans le cadre des refinancements des établissements de crédit accordés par la Banque Centrale.

Note 13 Produits nets d'intérêts et revenus assimilés

Rubriques (en milliers d'euros)	31/12/2017			31/12/2016		
	Produits	Charges	Net	Produits	Charges	Net
* Opérations de trésorerie et interbancaire	653	24	628	1 429	664	765
* Opérations avec la clientèle	122	3	120	217	3	214
* Produits sur opérations assimilées (reprises de provisions - PNB)	2	0	2	3	0	3
Total	777	27	750	1 649	667	982

Note 14 Produits / charges liés aux commissions

Nature de commissions (en milliers d'euros)	Reçues en 2017	Reçues en 2016	Versées en 2017	Versées en 2016
Sur opérations avec la clientèle	27	30	5	19
Sur engagements de hors-bilan	7	7	0	0
Total	34	37	5	19

Note 15 Autres produits et charges ordinaires

Rubriques (en milliers d'euros)	Montant 2017	Montant 2016
Refacturation	45	16
Autres produits d'exploitation	45	16
Salaires et traitements	0	29
Charges sociales	1	13
Intéressement et participation	0	22
Taxe basées sur les salaires	0	10
Impôts et taxes	70	149
Services extérieurs (1)	520	998
Dot /Rep aux provisions Charges de retraite	0	-47
Autres charges d'exploitation	591	1 175
Solde produits/charges exploitation	-546	-1 159

(1) Ce montant intègre les honoraires des commissaires aux comptes pour 24K€ liés à la certification des comptes et aux autres honoraires directement liés à leur mission. Ces montants se répartissent respectivement pour 7 K€ pour le Cabinet Mazars et 7 K€ pour le Cabinet Ernst & Young majorées du cout de la rédaction de ces nouveaux rapports qui ont nécessité un budget spécifique estimé à 60 K€ pour le collège des commissaires aux comptes au titre de l'exercice clos le 31/12/2017. Ce montant de 60 K€ sera réparti entre les 6 sociétés du groupe Crédit Agricole Leasing & Factoring.

Rubriques (en milliers d'euros)	Cabinet Ernst & Young	Cabinet Mazars	Total 2017
Commissariat aux comptes, certification, examen des comptes individuels et consolidés	12	12	24
Autres diligences et prestations directement liées à la mission du commissaire aux comptes	-	-	-
Total	12	12	24

Note 16 Cout du risque (Flux)

Rubriques (en milliers d'euros)	Dotations 2017	Reprises 2017	Cout du Risque au 31/12/2017	Cout du Risque au 31/12/2016 (rappel)
Provision pour clients douteux et contentieux (C du R.)	-6	590	584	152
Pertes sur créances (couvertes/ non couvertes)	-524	0	-524	-140
Récupérations sur créances	0	6	6	6
Charges diverses contentieuses	-3	0	-3	-1
Cout du risque	-533	596	63	17

Note 17 Opérations avec les entreprises liées

Sont ici considérées comme entreprises liées avec LIXXCREDIT, le Crédit Agricole SA, Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A. et les filiales comprises dans le périmètre de consolidation de Crédit Agricole Leasing & Factoring S.A.

Poste concerné (en milliers d'euros)	Montant 2017	Montant 2016
Bilan actif		
Créances sur établissements de Crédit	337 237	428 880
Autres Actifs	0	310
Comptes de régularisation - Actif	4	0
Total	337 241	429 190
Bilan passif		
Dettes sur établissements de crédit	462 414	556 734
Autres passifs	21	874
Comptes de régularisation - Passif	78	50
Total	462 513	557 658

Compte de résultat (charges)		
Charges & intérêts sur opérations avec établissements de crédit	24	465
Commissions	5	19
Autres charges d'exploitation	397	960
Total	426	1 443
Compte de résultat (produits)		
Produits & intérêts sur opérations avec établissements de crédit	-40	423
Commissions	6	6
Total	-34	429
Hors bilan (engagements donnés)		
Engagements donnés d'ordre clientèle	4 115	4 115
Total	4 115	4 115

Note 18 Situation fiscale et latente conditionnelle*- Intégration fiscale*

LIXXCREDIT S.A. a adhéré à la convention d'intégration fiscale du groupe Crédit Agricole S.A. Cette convention qui a produit ses effets à compter du 1er janvier 2005 définit le mode de répartition et de comptabilisation de l'impôt sur les sociétés et des contributions additionnelles dues par LIXXCREDIT S.A. dans le cadre de l'intégration fiscale.

Aux termes de cette convention, la répartition des impôts est faite selon le principe de la neutralité, c'est à dire que chaque filiale intégrée comptabilise dans ses comptes la charge d'impôt calculée sur son propre résultat fiscal comme en l'absence d'intégration fiscale.

Les déficits ou moins-values nettes à long terme sont également imputables comme en l'absence d'intégration.

- Dettes et créances d'impôts différés

(en milliers d'euros)	Base IDA	Taux	I.D. Actif
Déficits reportables	0	34,43%	0
Organic	0	34,43%	0
Participation	0	34,43%	0
Médailles du travail	0	34,43%	0
Provision autres	491	34,43%	169
Provision pour suspens bancaires	0	34,43%	0
PCA frais de dossier A&S Energie	27	34,43%	9
ID s/ Gains/pertes actuariels (par fonds propres)	18	34,43%	6
ID s/ Coûts de service (par résultat)	-18	34,43%	-6
Total 2017	518	34,43%	178
ID 2016			258
Variation nette IDA 2017/2016			80

*- Identité des sociétés mères consolidant les comptes de la société***CREDIT AGRICOLE LEASING & FACTORING S.A.**

12 Place des ETATS UNIS
CS 30002
92548 MONTROUGE Cedex

CREDIT AGRICOLE S.A.

12 Place des ETATS UNIS
CS 30002
92548 MONTROUGE Cedex

- Ventilation de l'effectif moyen

Dans le cadre d'un processus de simplification, les effectifs de LIXXCREDIT sont transférés vers la maison mère Crédit Agricole Leasing & Factoring.

- Organes de direction, d'administration ou de surveillance, montant global pour chaque catégorie

Il n'a pas été alloué de rémunération au titre des fonctions de Président, ni de jetons de présence aux membres du conseil d'administration, au cours de l'exercice 2016.

V. — Rapport des Commissaires aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2017

A l'Assemblée Générale de la société Lixxcrédit

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par votre assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de la société Lixxcrédit relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2017, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de la société à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie « Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels » du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance qui nous sont applicables, sur la période du 1er janvier 2017 à la date d'émission de notre rapport, et notamment nous n'avons pas fourni de services interdits par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes.

Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L. 823-9 et R.823-7 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous portons à votre connaissance les appréciations suivantes qui, selon notre jugement professionnel, ont été les plus importantes pour l'audit des comptes annuels de l'exercice.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Estimations comptables

• Comme indiqué dans les notes 2.1, 4 et 16 de l'annexe, Lixxcrédit constitue des dépréciations pour couvrir les risques de crédit inhérents à ses activités. Dans le cadre de notre appréciation des estimations significatives retenues pour l'arrêté des comptes, nous avons revu les processus mis en place par la direction pour identifier et évaluer les risques de non-recouvrement et leur couverture par des dépréciations individuelles.

Vérification du rapport de gestion et des autres documents adressés aux actionnaires

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par la loi.

Informations données dans le rapport de gestion et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans le rapport de gestion du conseil d'administration et dans les autres documents adressés aux actionnaires sur la situation financière et les comptes annuels.

Responsabilités de la direction et des personnes constituant le gouvernement d'entreprise relatives aux comptes annuels

Il appartient à la direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la direction d'évaluer la capacité de la société à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider la société ou de cesser son activité.

Il incombe au comité d'audit de suivre le processus d'élaboration de l'information financière et de suivre l'efficacité des systèmes de contrôle interne et de gestion des risques, ainsi que le cas échéant de l'audit interne, en ce qui concerne les procédures relatives à l'élaboration et au traitement de l'information comptable et financière.

Les comptes annuels ont été arrêtés par le conseil d'administration.

Responsabilités des commissaires aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L. 823-10-1 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre société.

Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence

ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de la société à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier;

- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Fait à Paris-La Défense, le 25 avril 2018

Les commissaires aux comptes :

ERNST & YOUNG et Autres
Hassan BAAJ

MAZARS
Matthew BROWN

VI. — Le rapport de gestion

Le rapport de gestion est mis à la disposition du public au siège social de la société.